



Conseil régional

**Rapport pour le conseil régional
MAI 2018**

*Présenté par
Valérie Pécresse
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France*

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2018

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| EXPOSE DES MOTIFS | 4 |
| 1. L'AFFECTATION DU RESULTAT CONSTATE AU COMPTE ADMINISTRATIF 2017..... | 4 |
| 1.1. Les principes | 4 |
| 1.2. La proposition d'affectation du résultat constaté à la clôture de l'exercice 2017 | 4 |
| 1.3. La reprise de l'excédent de l'exercice 2017 | 5 |
| 2. LA PARTICIPATION DE LA REGION AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT SUR LES COMPETENCES (PIC)..... | 5 |
| 3. LES AJUSTEMENTS DES DEPENSES ET DES RECETTES REELLES | 7 |
| 3.1. Ajustements de certaines recettes | 7 |
| 3.1.1. Ajustement à la baisse du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau..... | 7 |
| 3.1.2. Ajustement à la hausse des recettes diverses autres que celles au bénéfice de la formation professionnelle..... | 7 |
| 3.2. Ajustements de certaines dépenses | 8 |
| 3.2.1. Régularisation des avances consenties à des communes touchées par des émeutes en 2005 et 2007 | 8 |
| 3.2.2. Contrat d'aménagement régional..... | 9 |
| 3.2.3. Augmentation des autorisations de programme du secteur enseignement supérieur. | 9 |
| 3.2.4. Rétrocession à l'Agence des espaces verts du produit des terrains et propriétés vendus | 9 |
| 3.2.5. Participation de la Région à la Gouvernance du nouvel établissement public de la Défense | 10 |
| 3.2.6. Déploiement de la Région multilingue..... | 10 |
| 3.2.7. Soutien aux communes sinistrées par les inondations du début 2018 | 11 |
| 3.2.8. Ouverture de places supplémentaires pour les demandeurs d'emploi dans les formations sanitaires et sociales dans le cadre du partenariat avec Pôle emploi | 11 |
| 3.2.9. Renforcement de l'action de la Région en matière de coopération décentralisée dans le cadre de partenariats avec l'Etat et ses agences | 11 |
| 4. LES AJUSTEMENTS COMPTABLES LIES AUX OPERATIONS D'AMORTISSEMENTS ... | 12 |
| 4.1. Les nouvelles natures d'amortissement | 12 |
| 4.2. Les ajustements des dotations aux amortissements | 12 |
| ANNEXE AU RAPPORT N°1 | 14 |
| ANNEXE AU RAPPORT N°2 | 19 |
| ANNEXE AU RAPPORT N°3 | 22 |
| PROJET DE DELIBERATION..... | 23 |

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet :

- de procéder à l'affectation et à la reprise du résultat de l'exercice 2017 constaté au compte administratif ;
- de concrétiser dans les états budgétaires la possible participation de la Région au programme d'investissement (PIC) sur les compétences mis en place par le Gouvernement ;
- d'ajuster certaines recettes et dépenses du budget primitif 2018 ;
- de procéder à certains ajustements comptables, liés aux opérations d'amortissement du patrimoine régional.

Il convient de préciser que l'ouverture de crédits au titre de la possible participation de la Région au PIC est faite à titre conservatoire. La signature de la convention *ad hoc* proposée par l'Etat est en effet conditionnée à des engagements de la part de ce dernier sur le fait que les dépenses concernées sont exclues du périmètre sur lequel s'appliquera la norme de progression des dépenses réelles de fonctionnement qu'il entend imposer à la Région.

1. L'affectation du résultat constaté au compte administratif 2017

1.1. Les principes

L'instruction budgétaire et comptable M71 prévoit que l'assemblée régionale délibère afin d'affecter le résultat constaté au compte administratif, préalablement à son inscription au budget supplémentaire.

Le résultat sur lequel porte la décision d'affectation est le résultat cumulé de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice dans le compte administratif.

L'instruction précise que le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068) ;
- pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, en excédents de fonctionnement reportés (report à nouveau créiteur sur la ligne codifiée 002) ou en une dotation complémentaire en section d'investissement (compte 1068).

1.2. La proposition d'affectation du résultat constaté à la clôture de l'exercice 2017

Dans le cadre du présent rapport, compte tenu d'un besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 433 780 458,65 €, il est proposé d'affecter à sa couverture (au compte 1068 au budget supplémentaire) l'excédent cumulé de la section de fonctionnement de 500 067 635,51 €, le solde, soit 66 287 176,86 € (dont 5 647 384,48 € consécutifs aux restes à réaliser constatés en 2017 en investissement), étant inscrit en excédent de fonctionnement reporté (ligne budgétaire 002, cf. annexes au rapport).

Conformément à l'instruction comptable, le besoin de financement dégagé par la section d'investissement en 2017, soit -433 780 458,65 €, correspond au solde d'exécution de la section d'investissement, -439 427 843,13 € (ligne budgétaire 001), complété du solde des restes à réaliser constatés en 2017 en investissement, soit +5 647 384,48 €.

1.3. La reprise de l'excédent de l'exercice 2017

Le budget supplémentaire qui vous est présenté propose de reprendre ce résultat d'un montant de 66 287 176,86 € qui est inscrit à la section de fonctionnement (ligne budgétaire 002 « Résultat de fonctionnement reporté »).

Il permettra principalement de couvrir :

- le différentiel entre les dépenses 2018 prévues au titre du PIC et l'avance versée cette même année par l'Etat (cf. 2. *infra*) ;
- les moindres recettes par rapport aux sommes inscrites au budget primitif 2018, principalement sur la CVAE, suite à la notification transmise par les services de l'Etat le 27 mars 2018 (cf. 3.1 *infra*) ;
- certaines dépenses supplémentaires ouvertes en section de fonctionnement dans le cadre du présent budget supplémentaire (cf. 3.2 *infra*).

Le solde permettra de réduire le niveau de l'emprunt d'équilibre.

2. La participation de la Région au programme d'investissement sur les compétences (PIC)

La Région a confirmé dès le 16 janvier 2018 auprès du Haut-Commissaire en charge du Programme d'investissement sur les Compétences, son engagement à entrer dans ce plan dès 2018. En effet, la Région partage la volonté de l'Etat, dans le cadre de ce plan, d'encourager la transformation des compétences, dans un contexte de fortes mutations, tout en visant une amélioration des qualifications des populations les plus fragiles.

Ce plan est décliné en deux phases successives de contractualisation. La première phase d'amorçage sur 2018 vise exclusivement à développer le nombre de places de formations, pour les jeunes en insertion et les demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés. La deuxième phase porte sur un engagement pluriannuel 2019-2022 suite au lancement d'un appel à projet de l'Etat et prévoit le financement de parcours de formations et d'expérimentations.

C'est dans ce cadre que la convention Etat-Région, liée à la phase d'amorçage du PIC pour l'année 2018, a été présentée puis adoptée en Commission permanente du 16 mars dernier, sous le rapport n° CP 2018-135.

Dans cette convention « Programme d'investissement dans les compétences 2018 », la Région s'est engagée à augmenter, en 2018, le nombre d'entrées en formation pour les demandeurs d'emploi et les jeunes en insertion sur ses dispositifs, à hauteur de **+23 963 places** par rapport à la Base Région 2018 estimée à 38 960 entrées, soit un objectif total de 62 923 entrées en formation à réaliser dans l'année.

Cette convention précise également que la Région percevra un financement forfaitaire de 4 500 € par entrée en formation supplémentaire à la Base Région (coûts pédagogiques et rémunération compris), réalisée avant le 31 décembre 2018, soit un **montant total maximal de 107 833 500 €** sur présentation de justificatifs.

Dans ce cadre, il est proposé d'inscrire les autorisations d'engagement et les crédits de paiement supplémentaires nécessaires sur le chapitre 931 - « Formation professionnelle et apprentissage » pour la mise en place de ce Plan en 2018, ainsi que les recettes correspondantes pour l'année, attendues de la part de l'Etat.

A ce titre, il est proposé d'inscrire une recette 2018 à hauteur de 32 350 050 € correspondant au premier acompte à percevoir par la Région dès 2018. L'autre partie des recettes sera versée par

l'Etat en 2019, sur présentation de justificatifs de réalisation et d'un taux d'attrition défini préalablement en commun.

En parallèle, afin de pouvoir mettre en œuvre les places de formation supplémentaires relatives au « PIC 2018 », la Région a besoin d'ouvrir dès 2018 un montant d'autorisations d'engagement supplémentaires de 101 122 988 €. Par ailleurs, la Région ouvrira en 2019 les 6 710 512 € restants en autorisations d'engagement pour faire face aux dépenses 2019 de rémunération des stagiaires issues du « PIC 2018 ».

Il est donc proposé, dans le cadre du « Programme d'investissement dans les compétences 2018 » :

- **d'inscrire la recette correspondante pour 2018 de 32 350 050 €, sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », article 74718 « Etat - Autres » ;**
- **et d'ouvrir en dépenses pour 2018 un montant d'autorisations d'engagement supplémentaires de 101 122 988 €, et de crédits de paiement de 39 912 958 €.**

Ces inscriptions budgétaires sont imputées en dépenses sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » du budget 2018 et ventilées comme suit, au sein du code fonctionnel 11 « Formation professionnelle ».

| Action | Libellé action | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | CREDITS DE PAIEMENT 2018 "PIC 2018" |
|--------------|--|----------------------------|---|---|
| | | BP 2018 | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2018 "PIC 2018" | |
| 1 11 005 01 | Accès aux savoirs de base | 45 150 000,00 | 39 694 500 | 18 277 978 |
| 1 11 005 02 | Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées | 7 740 000,00 | 100 000 | 70 480 |
| 1 11 006 03 | Formations qualifiantes et métiers | 89 500 000,00 | 500 000 | 99 000 |
| 1 11 006 03 | Formations qualifiantes et métiers | | 33 328 488 | 7 612 000 |
| 1 11 006 05 | Formations complémentaires | 500 000,00 | 2 500 000 | 564 500 |
| 1 11 006 08 | Aides individuelles régionales | 3 500 000,00 | 14 000 000 | 2 289 000 |
| 1 11 008 01 | Rémunération des stagiaires et frais annexes | 99 120 000,00 | 11 000 000 | 11 000 000 |
| Total | | 245 510 000 | 101 122 988 | 39 912 958 |

Comme indiqué en introduction au présent rapport, les recettes et dépenses au titre de la possible participation de la Région au PIC sont inscrites au présent budget supplémentaire à titre conservatoire. La Région ne signera la convention proposée par l'Etat qu'à la condition qu'il accepte d'exclure les dépenses correspondantes du périmètre sur lequel s'appliquera la norme de 1,19 % d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement. Il serait en effet incompréhensible que la Région mandate près de 40 M€ de CPF supplémentaires dans le cadre du PIC, pour le compte et à la demande de l'Etat, et que ce dernier le lui reproche l'année prochaine, en retirant un montant équivalent sur ses recettes permanentes.

Par ailleurs, une recette complémentaire du Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) pour la mobilisation du Compte personnel de formation CPF des demandeurs d'emploi est inscrite sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » - article 7478 « Autres organismes », **à hauteur de 3 992 613 €** correspondant aux avances à recevoir par la Région en 2018 dans le cadre de la convention CPF 2018 avec le FPSPP qui vient financer certaines actions du secteur de la Formation professionnelle.

3. Les ajustements des dépenses et des recettes réelles

Le projet de budget supplémentaire permet de prendre acte d'un certain nombre d'évolutions incontournables de recettes, suite notamment à la réception de notifications définitives de la part des services de l'Etat, ou de dépenses non prévues lors de l'examen du budget primitif.

3.1. Ajustements de certaines recettes

3.1.1. Ajustement à la baisse du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau

Un montant de 3 026,04 M€ a été ouvert au budget primitif 2018 concernant la fiscalité directe, avec notamment 2 902 M€ au titre de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), dont 1 372,419 M€ de dotations à reverser aux départements¹, et 124,04 M€ au titre des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER).

Par courrier en date du 27 mars 2018, la direction régionale des finances publiques a notifié à la Région les informations de nature fiscale et financière sur les produits 2018, correspondant aux versements comptabilisés en 2017, au titre de la CVAE et des IFER. Les versements pour l'exercice 2018 devraient s'élever à 2 863,39 M€ au titre de la CVAE (soit -38,61 M€ par rapport au BP 2018) et à 123,61 M€ au titre des IFER (soit -0,43 M€ par rapport au BP 2018).

Il est, en conséquence, proposé un ajustement à la baisse de ces recettes :

- de -38,61 M€ au titre de la CVAE, sur le chapitre 940 « Impositions directes », dont 19,305 M€ sur la nature 73112 « Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises» et 19,305 M€ sur la nature 73123 « Attributions de compensation CVAE »;
- de -0,43 M€ au titre des IFER, sur le chapitre 940 « Impositions directes », nature 73114 «Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux ».

Au-delà de ces corrections, il convient de souligner le caractère erratique et pour partie inexplicable de l'évolution des recettes de CVAE, qui devrait normalement être en lien avec l'activité économique.

Pour mémoire, à périmètre constant, les recettes de CVAE 2017, calculées sur l'activité des entreprises de 2015, année où le PIB a progressé de 1 % au niveau national, ont augmenté de 141,82 M€.

Dans ce contexte, l'hypothèse sur laquelle le budget primitif 2018 a été élaborée, à savoir des recettes de CVAE 2018, calculées sur l'activité des entreprises de 2016, année où le PIB a également progressé de 1,1 % au niveau national, en hausse de 15,33 M€, pouvait paraître conservatrice. Dans les faits, les recettes de CVAE 2018 sont en baisse de 23,28 M€ par rapport aux recettes de CVAE 2017. Seules deux régions métropolitaines seraient dans cette situation, sachant que la CVAE progresse au niveau national de 0,9 %.

3.1.2. Ajustement à la hausse des recettes diverses autres que celles au bénéfice de la formation professionnelle

Certaines des dépenses supplémentaires ouvertes dans le cadre du budget supplémentaire sont couvertes par des montants équivalents en recettes. Elles sont liées à des co-financements

¹ Cf. article 89 de la LFI 2016 qui a porté la part de CVAE des régions de 25 % à 50 % à compter de janvier 2017.

obtenus par la Région auprès de l'Etat ou de ses opérateurs, signe de la crédibilité des actions régionales menées. Tel est le cas :

- du co-financement (cf. *infra* 3.2.8) par Pôle emploi de places supplémentaires pour les demandeurs d'emploi dans les formations sanitaires et sociales, pour un montant de +0,500 M€ ;
- des co-financements (cf. *infra* 3.2.9) par l'Agence française de développement et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de diverses actions de coopération internationale conduites par la Région, pour un montant total de +0,490 M€.

Il est, en conséquence, proposé un ajustement à la hausse de 0,990 M€ des recettes sur les chapitres suivants :

- + 0,50 M€ au titre de la convention 2018 avec Pôle emploi, sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales » sur la nature 7478 « Autres organismes » ;
- + 0,40 M€ au titre des co-financements par l'Agence française de développement sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 04 « Actions interrégionales, européennes et internationales » sur la nature 7478 « Autres organismes » ;
- +0,09 M€ au titre des co-financements par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 04 « Actions interrégionales, européennes et internationales » sur la nature 74718 « Etat-Autres » .

3.2. Ajustements de certaines dépenses

3.2.1. Régularisation des avances consenties à des communes touchées par des émeutes en 2005 et 2007

Par courrier du 13 février 2018, la direction régionale des finances publiques a demandé à la Région de régulariser les opérations liées aux avances régionales remboursables versées à des communes touchées par les évènements violents de 2005 et 2007 dans le cadre du dispositif « fonds de solidarité » défini par les délibérations du Conseil régional CR58-05 du 9 novembre 2005 et CR167-07 du 17 décembre 2007.

La DRFiP observe que les avances effectivement versées aux treize communes et intercommunalités concernées pour un montant total de 4 051 000 € auraient dû être régularisées dans un délai de sept ans, ce qui n'a pas été fait lors des deux mandatures précédentes au cours desquelles les précédents exécutifs auraient pourtant dû agir selon les délibérations qui avaient été proposées à l'approbation du Conseil régional :

- soit par leur remboursement ;
- soit par leur transformation en subvention.

Afin de ne pas pénaliser les communes et intercommunalités concernées, l'exécutif entend proposer la transformation de ces avances en subvention. Si une telle opération est neutre budgétairement en crédits de paiement, elle supposera néanmoins une affectation en autorisations de programme.

Dans ces conditions, il est proposé d'abonder à hauteur de 4 051 000 € en autorisations de programme les crédits du chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP50-003 « Fonds de solidarité relatif aux équipements mobiliers incendiés des CT franciliennes, action 15000301 « Fonds de solidarité relatif aux équipements publics immobiliers incendiés des CT franciliennes ».

3.2.2. Contrat d'aménagement régional

Levier de la territorialisation de l'action régionale, le Contrat d'aménagement régional (CAR) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017 porte l'ambition de rendre plus efficace et plus accessible la politique contractuelle de la Région à l'attention des communes et des intercommunalités franciliennes. Dotés de 21 M€ au BP 2017 puis de 36 M€ au BP 2018, les CAR financent des projets d'aménagement culturels, sportifs, éducatifs. Ils subventionnent également différents dispositifs préservant le patrimoine et l'environnement.

A cette fin, les dotations 2018 destinées à l'affectation des premiers CAR, d'un montant global de 19 M€, ont fait l'objet d'une répartition sur l'ensemble des secteurs budgétaires concernés dans le cadre de la préparation du budget primitif 2018.

Ces moyens conséquents ne suffisent pas pour faire face au succès rencontré par le nouveau dispositif, qui a été simplifié et rendu ainsi plus attractif pour les collectivités. Ces nouvelles demandes impactent par ailleurs la répartition sectorielle précédemment décidée. Il est donc nécessaire d'ajuster les montants entre les différentes lignes.

Il est proposé de redéployer un montant global d'autorisations de programme de 2 855 367 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional » depuis plusieurs actions sectorielles territorialisées reprises dans le tableau figurant en annexe au rapport.

3.2.3. Augmentation des autorisations de programme du secteur enseignement supérieur

L'état d'avancement des différents projets soutenus en investissement par le budget du secteur enseignement fait apparaître un manque éventuel de 2,3 M€ pour pouvoir engager les projets prêts à démarrer en 2018.

Dans ces conditions, il est proposé d'abonder à hauteur de 2 300 000 € en autorisations de programme les crédits du chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 12300201 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur ».

3.2.4. Rétrocession à l'Agence des espaces verts du produit des terrains et propriétés vendus

Suite au rapport de la Chambre régionale des comptes qui avait notamment mis en évidence les répercussions coûteuses pour le budget de fonctionnement de l'Agence de la stratégie d'acquisition foncière passée, l'exécutif a demandé à l'Agence des espaces verts de dynamiser la gestion de son portefeuille de terrains et de propriétés. A cette fin, il s'est engagé à reverser à l'AEV le produit des cessions de terrains et propriétés, qui constitue normalement une recette pour la Région.

En 2017, la Région a perçu 0,631 M€ de recettes suite à quatre cessions réalisées par l'AEV, susceptibles de faire l'objet de versement en 2018.

Dans ces conditions, il est proposé d'abonder à hauteur de 631 000 € en autorisations de programme les crédits du chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP76-001 « Agence des espaces verts », action 17600102 « Aménagement d'espaces verts régionaux ».

3.2.5. Participation de la Région à la Gouvernance du nouvel établissement public de la Défense

La loi n°2017-1754 du 25 décembre 2017, postérieure au vote du budget primitif 2018, a acté la création de l'établissement public local de Paris La Défense. La période qui s'est alors ouverte a permis aux collectivités locales pressenties pour participer à la gouvernance de ce nouvel établissement de préciser leurs intentions.

Dans ce contexte, pour être en mesure d'exercer sa voix délibérative au conseil d'administration, la Région prévoit de signer, après l'approbation du conseil régional, la convention qui lui sera proposée par l'établissement public, fixant les conditions de sa contribution aux charges et aux dépenses d'investissement relevant de la mission de Paris La Défense. Une fois que la convention aura été signée, cette contribution revêtira un caractère obligatoire.

C'est pourquoi il est proposé d'inscrire dès à présent dans le cadre du budget supplémentaire les crédits permettant à la Région de remplir ses éventuelles obligations futures pour 2018. A ce stade, la contribution est estimée à 1,07 M€ en fonctionnement et 1,730 M€ en investissement.

Dans ces conditions, il est proposé d'abonder le budget comme suit :

- 1 730 000 € en autorisations de programme sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-001 « Territoires stratégiques », action 15200110 « Territoires stratégiques – EPA Paris la Défense » ;
- 1 070 000 € en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-001 « Territoires stratégiques », action 15200111 « Territoires stratégiques – EPA Paris la Défense ».

Les crédits correspondants sont couverts par une partie du report de l'excédent 2017.

3.2.6. Déploiement de la Région multilingue

Dans le cadre de l'initiative *Smart Région*, le Conseil régional a souhaité déployer pour l'ensemble des Franciliens une plate-forme interactive d'apprentissage des langues étrangères. Pour ce faire, des crédits avaient été provisionnés sur le budget du secteur Tourisme, à hauteur de 1,00 M€ en investissement et 0,400 M€ en fonctionnement.

Le projet a depuis été précisé et sa conduite a privilégié une solution qui se traduit exclusivement par des dépenses en section de fonctionnement et par un marché sur une période de deux années, qu'il convient d'engager en totalité en 2018. Le marché correspondant est ainsi estimé à 6 M€ et sera porté par le secteur formation professionnelle – apprentissage, qu'il convient donc de doter d'un montant équivalent en autorisations d'engagement, en partie par redéploiement en provenance du secteur tourisme. Le montant des crédits de paiement de fonctionnement, calé sur un quadrimestre, reste néanmoins inchangé.

Il est ainsi proposé :

- d'abonder de 6 000 000 € en autorisations d'engagement et de 1 200 000 € en crédits de paiement le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs » programme HP 10-002 « Mesures transversales », action 11000209 « Plateforme multilingue »;
- de retirer 1 000 000 € en autorisations de programme et 900 000 € en crédits de paiement sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 95 « Tourisme et thermalisme », programme HP95-001 « Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique », action 19500110 « Région multilingue » ;
- de retirer 300 000 € en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 95 « Tourisme et thermalisme »,

programme HP95-001 « Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique », action 19500112 « Région multilingue ».

3.2.7. Soutien aux communes sinistrées par les inondations du début 2018

Lors de sa séance du 15 mars 2018, le Conseil régional a approuvé la création d'un dispositif de soutien aux communes touchées par les inondations du début de l'année 2018. Si ce dispositif reprend en grande partie celui qui avait été mis en place suite aux intempéries du printemps 2016, il comporte une nouveauté, avec la mise en place d'une ligne de soutien en fonctionnement, afin notamment d'aider à la prise en charge de déblaiement ou de location de pompes.

Il est donc proposé, dans le cadre du budget supplémentaire, de doter effectivement le dispositif à hauteur des 0,300 M€ annoncés.

Cette inscription budgétaire de 300 000 € est imputée en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes», programme HP52-001 « Territoires stratégiques», action 15200109 « Aménagement durable et innovation» du budget 2018.

Les crédits correspondants sont couverts par une partie du report de l'excédent 2017.

3.2.8. Ouverture de places supplémentaires pour les demandeurs d'emploi dans les formations sanitaires et sociales dans le cadre du partenariat avec Pôle emploi

Lors de la préparation du budget primitif 2018, Pôle emploi avait informé la Région de sa volonté de limiter à 1 M€ le co-financement qu'il apporte traditionnellement dans le cadre du partenariat sur l'ouverture des formations sanitaires et sociales aux demandeurs d'emploi.

Depuis le vote du budget primitif, l'établissement public a fait part de son intention de rehausser sa contribution de +0,500 M€ supplémentaires.

Il est proposé de prendre acte de ces moyens supplémentaires, en augmentant de 500 000 € les crédits inscrits en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP11-011 « Formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture », action 11101101 « Formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture ».

Du fait du co-financement susmentionné, cette ouverture de crédits supplémentaires est neutre sur les équilibres budgétaires.

3.2.9. Renforcement de l'action de la Région en matière de coopération décentralisée dans le cadre de partenariats avec l'Etat et ses agences

Afin de renforcer l'efficacité de son action en matière de coopération décentralisée, la Région a recherché et obtenu des co-financements de la part de l'Etat et de ses agences. Un tel résultat est la marque du sérieux et de la qualité des opérations régionales.

Pour 2018, ce sont trois co-financements, non prévus lors de l'élaboration du budget primitif 2018, qui vont venir contribuer aux actions régionales :

- une subvention de 400 000 € de l'AFD au titre du Ficol Hanoï ;
- une subvention de 70 000 € du ministère de l'Europe et des affaires étrangères en réponse à l'appel à projets « Maroc » ;

- une subvention de 20 000 € à reverser à l'IAU du ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour un projet de réhabilitation de la Casbah.

Sur le plan budgétaire, ces opérations se traduisent par l'inscription de 490 000 € en autorisations d'engagement et crédits de paiement sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Actions interrégionales, européennes et internationales », programme HP 048-017 « Coopération décentralisée », action 10401702 « Coopération décentralisée ».

Du fait des co-financements susmentionnés, cette ouverture de crédits supplémentaires est neutre sur les équilibres budgétaires.

4. Les ajustements comptables liés aux opérations d'amortissements

4.1. Les nouvelles natures d'amortissement

En application des dispositions de l'arrêté modificatif du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.71 applicable aux régions, la Région est tenue de se conformer au plan de comptes M.71 en vigueur depuis le 1er janvier 2018.

Aussi, il est proposé, conformément au tableau joint en annexe du présent rapport, d'approuver la création des natures comptables suivantes :

- 204114 « Subventions d'équipement versées – Organismes publics – Etat – Voiries » associée à la nature d'amortissement 2804114 « Amortissements des voiries » amortissable sur une durée de 40 ans ;
- 204115 « Subventions d'équipement versées – Organismes publics – Etat – Monuments historiques » associée à la nature d'amortissement 2804115 « Amortissements des monuments historiques » amortissable sur une durée de 40 ans.

4.2. Les ajustements des dotations aux amortissements

Un montant de **806,542 M€** a été ouvert au budget primitif 2018 concernant l'exécution de la dotation aux amortissements 2018.

Les travaux d'évaluation des besoins en crédits de paiement nécessaires à la passation de ces écritures comptables étant réalisés avant la fin de l'exercice 2017, la base des dépenses amortissables n'était pas stabilisée lors de l'adoption du budget primitif.

Or, une accélération importante de ces dépenses a été enregistrée pendant la période de la fin de gestion 2017 et a conduit *in fine* à la constatation d'une sous-dotation des crédits ouverts au niveau des chapitres 926 et 946. Il est, en conséquence, proposé d'abonder à hauteur de 14 000 000 € le chapitre 926 « Transferts entre sections » en recettes (nature comptable 280422) et le chapitre 946 « Transferts entre les sections » en dépenses (nature comptable 6811) pour permettre l'exécution de la dotation aux amortissements 2018.

Pour mémoire, ces écritures sont sans incidence financière sur l'équilibre global du budget.

Les différents ajustements sur les recettes et les dépenses réelles proposés dans le cadre de ce budget supplémentaire conduisent enfin à réduire le montant de l'emprunt d'équilibre à 787,262 M€ contre 809,570 M€ inscrits au budget primitif 2018.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France**



VALERIE PECRESSE

ANNEXE AU RAPPORT N°1

EQUILIBRE BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2018

(en variation par rapport au BP)

(en millions d'euros)

| INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | |
|----------------|----------|----------------|----------|
| Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |

REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT 2017

| | | | | |
|--|----------------|----------------|--------------|---------------|
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2017 reporté (ligne budgétaire 001) | 439,428 | 5,647 | | |
| Restes à réaliser 2017 reportés | | 433,780 | | |
| Excédents de fonctionnement 2017 capitalisés (chapitre 922 - compte 1068) | | | | 66,287 |
| Résultat de fonctionnement 2017 reporté (ligne budgétaire 002) | | | | |
| Total (1) | 439,428 | 439,428 | 0,000 | 66,287 |

OPERATIONS REELLES

| | | | | |
|---|---------------|----------------|---------------|---------------|
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (chapitre 940.73112) | | | | -19,305 |
| Attributions de compensation CVAE (chapitre 940.73123) | | | | -19,305 |
| Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (chapitre 940.73114) | | | | -0,430 |
| Formation continue aides soignante-e-s et auxiliaires de puériculture (chapitre 931.7478) | | | | 0,500 |
| Services généraux (chapitre 930.7478) | | | | 0,400 |
| Services généraux (chapitre 930.74718) | | | | 0,090 |
| Mesures d'insertion professionnelle - PIC (chapitre 931.74718) | | | | 32,350 |
| Compte personnel formation financement FPSPP 2018 (chapitre 931.7478) | | | | 3,993 |
| Emprunt (chapitre 923.16311) | | -22,308 | | |
| Action économique (chapitre 909.204142) | -0,900 | | 0,000 | |
| Services généraux (chapitre 930.65738) | | | 0,490 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.65738) | | | 1,200 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.65734) | | | 0,500 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.611) | | | 18,278 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.65738) | | | 0,070 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.65738) | | | 0,099 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.611) | | | 7,612 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.65738) | | | 0,565 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.6574) | | | 2,289 | |
| Formation professionnelle et apprentissage (chapitre 931.65113) | | | 11,000 | |
| Aménagement des territoires (chapitre 935.65734) | | | 0,300 | |
| Aménagement des territoires (chapitre 935.65738) | | | 1,070 | |
| Action économique (chapitre 939.6574) | | | -0,300 | |
| Total des opérations réelles (2) | -0,900 | -22,308 | 43,173 | -1,707 |

OPERATIONS D'ORDRE

| | | | | |
|--|----------|---------------|---------------|--|
| Transfert entre sections (chapitre 953) | - | | 7,408 | |
| Transfert entre sections (chapitre 951) | | 7,408 | | |
| Transfert entre les sections (chapitre 926.280422) | | 14,000 | | |
| Transfert entre les sections (chapitre 946.6811) | | | 14,000 | |
| Total des opérations d'ordre (3) | - | 21,408 | 21,408 | |

| | | | | |
|---------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| TOTAL DM (1) + (2) + (3) | 438,528 | 438,528 | 64,580 | 64,580 |
| TOTAL BP 2018 | 4 787,142 | 4 787,142 | 5 901,154 | 5 901,154 |
| TOTAL GENERAL (BP + BS) | 5 225,670 | 5 225,670 | 5 965,734 | 5 965,734 |
| | | | | |

LES DÉPENSES RÉELLES

(en millions d'euros)

SECTION INVESTISSEMENT

| Chapitre | Code fonctionnel | Code enveloppe | Libellé du programme | AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | |
|----------|------------------|----------------|--|----------------------------|--------------|--------|
| | | | | BP 2018 | BS | Total |
| 902 | 23 | HP23-002 | Enseignement supérieur et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur | 0,000 | 2,300 | 2,300 |
| 902 | 21 | HP 21-001 | Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées | 4,500 | -0,091 | 4,409 |
| 903 | 32 | HP 32-005 | Contrats d'aménagement régional - équipements sportifs de proximité - actions territorialisées | 3,000 | -0,016 | 2,984 |
| 903 | 31 | HP 313-004 | Développement du patrimoine en région | 7,870 | -0,644 | 7,226 |
| 903 | 31 | HP 312-008 | Actions en faveur du livre et de la lecture | 3,830 | -1,000 | 2,830 |
| 904 | 42 | HP 42-001 | Dispositif en faveur de la petite enfance | 0,500 | -0,412 | 0,088 |
| 904 | 42 | HP 42-004 | Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap | 6,500 | -0,693 | 5,807 |
| 905 | 50 | HP50-003 | Fonds de solidarité relatif aux équipements mobiliers incendiés des CT franciliennes | 0,000 | 4,051 | 4,051 |
| 905 | 52 | HP52-001 | Territoires stratégiques - EPA Paris la défense | 0,000 | 1,730 | 1,730 |
| 905 | 52 | HP52-002 | Contrat d'aménagement régional (Contrat régional territorial) | 19,000 | 2,855 | 21,855 |
| 907 | 76 | HP76-001 | Agence des espaces vert | 8,000 | 0,631 | 8,631 |
| 909 | 95 | HP95-001 | Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique | 1,000 | -1,000 | 0,000 |
| | | | | TOTAL BS | 7,712 | |

| | |
|------------------------------|-----------|
| Rappel total AP votées au BP | 1 944,817 |
| Total AP votées (BP+BS) | 1 952,529 |

| CREDITS DE PAIEMENT | | | | | |
|---------------------|------------------|-------------|--|-----------------|---------------|
| Chapitre | Code fonctionnel | Code Nature | Libellé de la nature | BP 2018 | BS |
| 909 | 95 | 204142 | Commune et EPCI - Bâtiments et installations | 2,228 | -0,900 |
| | | | | | |
| | | | | TOTAL BS | -0,900 |

| | |
|---|-----------|
| Rappel total des CP votés au BP en dépenses réelles | 1 888,393 |
| Total des CP votés (BP + BS) | 1 887,493 |

SECTION FONCTIONNEMENT

| Chapitre | Code fonctionnel | Code enveloppe | Libellé du programme | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | |
|----------|------------------|----------------|--|------------------------------|--------|-----------|
| | | | | BP 2018 | BS | Total |
| 930 | 048 | HP048-017 | Coopération décentralisée | 1,050 | 0,490 | 1,540 |
| 931 | 10 | HP10-002 | Mesures transversales | 6,955 | 6,000 | 12,955 |
| 931 | 11 | HP11-011 | Formation continue aides soignante-e-s et auxiliaires de puériculture | 3,574 | 0,500 | 4,074 |
| 931 | 11 | HP 11-005 | Mesures d'insertion professionnelle | 52,890 | 39,695 | 92,585 |
| 931 | 11 | HP 11-005 | Mesures d'insertion professionnelle | 52,890 | 0,100 | 52,990 |
| 931 | 11 | HP 11 006 | Formations qualifiantes et métiers | 95,300 | 0,500 | 95,800 |
| 931 | 11 | HP 11 006 | Formations qualifiantes et métiers | 95,300 | 33,328 | 128,628 |
| 931 | 11 | HP 11 006 | Formations qualifiantes et métiers | 95,300 | 2,500 | 97,800 |
| 931 | 11 | HP 11 006 | Formations qualifiantes et métiers | 95,300 | 14,000 | 109,300 |
| 931 | 11 | HP 11-008 | Rémunération des stagiaires et frais annexes | 99,120 | 11,000 | 110,120 |
| 935 | 52 | HP52-001 | Territoires stratégiques - Aménagement durable et innovation urbaine | 0,000 | 0,300 | 0,300 |
| 935 | 52 | HP52-001 | Territoires stratégiques - EPA Paris la défense | 0,000 | 1,070 | 1,070 |
| 939 | 95 | HP95-001 | Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique - Région multilingue (secteur tourisme) | 1,910 | -0,300 | 1,610 |
| | | | | TOTAL BS | | 109,183 |
| | | | | Rappel total AE votées au BP | | 2 117,521 |
| | | | | Total AE votées (BP+BS) | | 2 226,704 |

| CREDITS DE PAIEMENT | | | | | | |
|---------------------|------------------|-------------|---|----------|--------|---------|
| Chapitre | Code fonctionnel | Code Nature | Libellé de la nature | BP 2018 | BS | Total |
| 930 | 048 | 65738 | Organismes divers publics | 0,330 | 0,490 | 0,820 |
| 931 | 10 | 65738 | Mesures transversales | 1,655 | 1,200 | 2,855 |
| 931 | 11 | 65738 | Formation continue aides soignante-e-s et auxiliaires de puériculture | 0,100 | 0,500 | 0,600 |
| 931 | 11 | 611 | Contrats de prestations de services | 137,805 | 18,278 | 156,083 |
| 931 | 11 | 65738 | Organismes divers | 60,571 | 0,070 | 60,641 |
| 931 | 11 | 65738 | Organismes divers publics | 60,571 | 0,099 | 60,670 |
| 931 | 11 | 611 | Contrats de prestations de services | 137,805 | 7,612 | 145,417 |
| 931 | 11 | 65738 | Organismes divers | 60,571 | 0,565 | 61,136 |
| 931 | 11 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé | 2,980 | 2,289 | 5,269 |
| 931 | 11 | 65113 | Remboursement au CNASEA | 77,964 | 11,000 | 88,964 |
| 935 | 52 | 65734 | Communes et structures intercommunales | 0,000 | 0,300 | 0,300 |
| 935 | 52 | 65738 | Organismes divers publics | 0,000 | 1,070 | 1,070 |
| 939 | 95 | 6574 | Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique | 15,000 | -0,300 | 14,700 |
| | | | | TOTAL BS | | 43,173 |

| | |
|---|-----------|
| Rappel total CP votés au BP hors péréquation | 2 577,395 |
| Total des CP votés hors péréquation (BP + BS) | 2 620,568 |

LES DONNEES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Pour mémoire, le compte administratif 2017 se présente ainsi :

En fonctionnement :

| | |
|---|------------------|
| Excédents de fonctionnement cumulés à la clôture de l'exercice 2016 : | 256 670 847,86 € |
| Couverture du besoin de financement de la section d'investissement 2016 (Compte 1068) : | 114 991 346,31 € |
| Excédent de fonctionnement 2016 reporté en 2017 : | 141 679 501,55 € |
| Résultat de fonctionnement de l'exercice 2017 (recettes – dépenses) : <i>(Recettes – dépenses hors excédent reporté)</i> | 358 388 133 96 € |
| Total excédents cumulés à la clôture de l'exercice 2017 : | 500 067 635,51 € |

En investissement :

| | |
|---|--------------------|
| Déficit à la clôture de l'exercice 2016 : | - 114 991 346,31 € |
| Résultat de l'exercice 2017 (recettes y compris 1068 – dépenses) : | -324 436 496,82 € |
| Solde des restes à réaliser en investissements constatés en 2017 : | +5 647 384,48 € |
| Total besoin de financement de la section investissement à la clôture de l'exercice 2017 : | -433 780 458,65 € |

ANNEXE AU RAPPORT N°2

**Tableau de suivi des consommations des AP, des AE et des crédits de paiement,
programme par programme
(hors dette et autres mouvements financiers)**

Situation au 30 avril 2018

TABLEAU DE SUIVI DE L' EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2018 (hors dette et autres mouvements financiers)

I. SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chapitres | Autorisations de programme | | | | Crédits de paiements | | | |
|--|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------|------------------------|--------------------|---------------------|--------------|
| | AP votées au BP 2018 | AP affectées | Solde AP | % | CP votés au BP 2018 | CP Consommés | Solde CP | % |
| 900 - Services généraux | 34 137 000 | 25 176 600 | 8 960 400 | 73,8% | 24 678 000 | 4 680 434 | 19 997 566 | 19,0% |
| 901-Formation professionnelle et apprentissage | 37 125 000 | 3 954 488 | 33 170 532 | 10,7% | 33 785 000 | 4 626 736 | 29 158 264 | 13,7% |
| 902- Enseignement | 57 120 000 | 275 708 396 | 295 491 604 | 48,3% | 585 300 000 | 79 401 761 | 505 898 239 | 13,6% |
| 903- Cultures, Sports et Loisirs | 97 005 000 | 11765 913 | 85 219 087 | 12,7% | 95 600 000 | 11744 933 | 83 855 067 | 12,3% |
| 904- Santé et actions sociales | 15 350 000 | 3 756 762 | 12 193 238 | 23,6% | 29 000 000 | 7 786 471 | 21 213 529 | 26,8% |
| 905- Aménagement des territoires | 86 910 000 | 33 013 044 | 53 896 556 | 17,7% | 220 350 000 | 61 131 372 | 59 218 628 | 27,7% |
| 906- Gestion des fonds européens | 66 980 000 | 4 039 634 | 62 350 366 | 6,0% | 23 730 000 | 3 083 736 | 20 646 264 | 13,0% |
| 907- Environnement | 97 900 000 | 27 975 632 | 69 924 348 | 28,6% | 107 900 000 | 16 045 390 | 91 854 610 | 14,9% |
| 908- Transports | 702 050 000 | 82 970 650 | 61 079 350 | 1,8% | 624 300 000 | 58 357 599 | 565 942 401 | 9,3% |
| 909- Action économique | 135 550 000 | 32 740 379 | 102 809 621 | 24,2% | 143 750 000 | 12 391 044 | 130 858 596 | 9,0% |
| TOTAL Chapitres 90 "Opérations ventilées" | 1944 817 000 | 501 121 498 | 1443 695 502 | 25,8% | 11888 393 000 | 259 149 836 | 1628 643 164 | 13,8% |
| hcdp | 122107000 | | | | 1230 553 000 | | | |
| cjp | 57 500 000 | | | | 278 560 000 | | | |
| cdp | - | | | | 530 000 | | | |
| cpr | 666 300 000 | | | | 378 750 000 | | | |
| TOTAL GENERAL | 1944 817 000 | 501 121 498 | 1443 695 502 | 25,8% | 11888 393 000 | 259 149 836 | 1628 643 164 | 13,8% |
| hcdp | 122107000 | | | | 1230 553 000 | | | |
| cjp | 57 500 000 | | | | 278 560 000 | | | |
| cdp | - | | | | 530 000 | | | |
| cpr | 666 300 000 | | | | 378 750 000 | | | |

TABLEAU DE SUIVI DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2018 (Hors dette et autres mouvements financiers)

II. SECTION DE FONCTIONNEMENT

ANNEXE AU RAPPORT N°3

METHODES UTILISEES

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|--|--|-------------------|---|
| | Catégories de bien amortis | Durée (en années) | |
| | Biens de faible valeur Seul unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 4321-1 du CGCT) : 1 500 € TTC | | |
| | | | |
| | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
| | Frais d'études, de recherche et de développement | | |
| | Frais d'études (non suivis de réalisation) | 3 ans | CR 03-05 du 31 janvier 2005 |
| | Frais de de recherche et de développement | 5 ans | |
| | Frais d'insertion | 1 an | |
| | Subventions d'équipement aux organismes publics | | |
| | Etat - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | CR 45-12 du 27 septembre 2012 et CR 2018-012 du 31 mai 2018 |
| | Etat - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Etat - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Etat - Voirie | 40 ans | |
| | Etat - Monuments historiques | 40 ans | |
| | Région - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Région - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Région - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Département - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Département - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Département - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Communes et EPCI - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Communes et EPCI - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Communes et EPCI - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Autres groupements de collectivités et EPLE - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Autres groupements de collectivités et EPLE - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Autres groupements de collectivités et EPLE - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | SPIC - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | SPIC - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | SPIC - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Organismes de transport - SNCF - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Organismes de transport - SNCF - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Organismes de transport - SNCF - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Organismes de transport - RFF - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Organismes de transport - RFF - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Organismes de transport - RFF - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Organismes de transport - STIF - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Organismes de transport - STIF - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Organismes de transport - STIF - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Organismes de transport - autres - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Organismes de transport - autres - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Organismes de transport - autres - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Organismes publics divers - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Organismes publics divers - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Organismes publics divers - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Subventions d'équipement aux personnes de droit privé | | |
| | Personnes de droit privé - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | CR 45-12 du 27 septembre 2012 |
| | Personnes de droit privé - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Personnes de droit privé - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement | | |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | CR 45-12 du 27 septembre 2012 |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Subventions d'équipement en nature | | |
| | Organismes publics - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | CR 45-12 du 27 septembre 2012 |
| | Organismes publics - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Organismes publics - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Personnes de droit privé - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans | |
| | Personnes de droit privé - Bâtiments et installations | 15 ans | |
| | Personnes de droit privé - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans | |
| | Concessions et droits similaires, brevets, licence, marques, procédés, droits et valeurs similaires | 2 ans | CR 45-12 du 27 septembre 2012 |
| | Autres immobilisations incorporelles | 5 ans | CR 03-05 du 31 janvier 2005 |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | |
| | Plantations | 15 ans | CR 03-05 du 31 janvier 2005 |
| | Constructions | 30 ans | |
| | Constructions sur sol d'autrui | Durée du bail | |
| | Matériel technique léger | 5 ans | |
| | Autres matériels de transport | 5 ans | |
| | Matériel informatique | 4 ans | |
| | Matériels de bureau et mobilier | 8 ans | |
| | Matériel de téléphonie | 5 ans | |
| | Autres immobilisations corporelles | 10 ans | |
| | Batiments légers et démontables | 15 ans | CR 45-12 du 27 septembre 2012 |
| | Installations et agencements de batiments | 15 ans | |
| | Matériel technique scolaire | 5 ans | |
| | Matériel technique hors scolaire | 5 ans | |

PROJET DE DELIBERATION

DU

Budget supplémentaire 2018

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- VU** Le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU** La loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
- VU** Le décret n° 2011-1961 du 23 décembre 2011 relatif aux durées d'amortissement des subventions d'équipement versées notamment par les Régions ;
- VU** L'arrêté n° NOR/MDIB 0400012A du 1er août 2004 relatif à l'application d'un plan comptable au secteur public local ;
- VU** L'arrêté n° NOR: INTB1730549A du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M71 applicable aux régions ;
- VU** La délibération n° CR 03-05 du 31 janvier 2005 relative à la mise en place de l'inventaire comptable à la Région Ile-de-France : méthode comptable et durées d'amortissement ;
- VU** La délibération n° CR 69-05 du 15 décembre 2005 relative à l'inventaire comptable ;
- VU** La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 ;
- VU** La délibération n° CR 45-12 du 27 septembre 2012 relative à l'inventaire comptable : modification des durées d'amortissements des subventions d'équipement ;
- VU** La délibération n° CR 2017-195 du 21 décembre 2017 fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région Ile-de-France pour 2018 ;
- VU** La délibération n° CR 2018-011 du 31 mai 2018 relative à l'adoption du compte administratif de la Région Ile-de-France pour 2017 ;
- VU** Le compte de gestion 2017 arrêté par le Receveur général des finances de Paris ;
- VU** L'avis du Conseil économique, social et environnemental régional ;
- VU** L'avis de la Commission des finances ;
- VU** Le rapport n° CR 2018-012 présenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement de 500 067 635,51 € constaté au compte administratif 2017 :

- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, soit la somme de 433 780 458,65 € (compte 1068) ;
- et en excédents de fonctionnement reportés (ligne 002) le solde, soit la somme de 66 287 176,86 €.

Article 2 :

Le montant des recettes affectées à la section de fonctionnement du budget 2018 est porté de 5 901 154 000 euros à 5 965 734 360,86 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Le montant des recettes affectées à la section d'investissement du budget 2018 est porté de 4 787 142 000 euros à 5 225 669 843,13 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Le montant de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget pour 2018 est ramené de 809 570 000 euros à 787 262 447,14 euros.

Article 3 :

Le montant des autorisations de programme ouvertes à la section d'investissement du budget 2018 est porté de 1 944 817 000 euros à 1 952 529 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Le montant des autorisations d'engagement ouvertes à la section de fonctionnement du budget 2018 est porté de 2 117 521 000 euros à 2 226 703 838 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Article 4 :

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section d'investissement du budget 2018 est porté de 4 787 142 000 euros à 5 225 669 843,13 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section de fonctionnement du budget 2018 est porté de 5 901 154 000 euros à 5 965 734 360,86 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Article 5 :

Décide, conformément au tableau joint en annexe à la présente délibération, de la création des natures comptables suivantes :

- 204114 « Voiries » associée à la nature d'amortissement 2804114 « Amortissements des voiries » amortissable sur une durée de 40 ans ;
- 204115 « Monuments historiques » associée à la nature d'amortissement 2804115 « Amortissements des monuments historiques » amortissable sur une durée de 40 ans.

**La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France**

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

METHODES UTILISEES

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | Délibération du |
|--|--|-------------------|
| | Catégories de bien amortis | Durée (en années) |
| | BIENS DE FAIBLE VALEUR Seul unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 4321-1 du CGCT) : 1 500 € TTC | |
| | | |
| | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | |
| | Frais d'études, de recherche et de développement | |
| | Frais d'études (non suivis de réalisation) | 3 ans |
| | Frais de recherche et de développement | 5 ans |
| | Frais d'insertion | 1 an |
| | Subventions d'équipement aux organismes publics | |
| | Etat - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Etat - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Etat - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Etat - Voirie | 40 ans |
| | Etat - Monuments historiques | 40 ans |
| | Région - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Région - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Région - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Département - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Département - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Département - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Communes et EPCI - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Communes et EPCI - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Communes et EPCI - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Autres groupements de collectivités et EPLE - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Autres groupements de collectivités et EPLE - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Autres groupements de collectivités et EPLE - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | SPIC - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | SPIC - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | SPIC - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Organismes de transport - SNCF - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Organismes de transport - SNCF - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Organismes de transport - SNCF - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Organismes de transport - RFF - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Organismes de transport - RFF - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Organismes de transport - RFF - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Organismes de transport - STIF - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Organismes de transport - STIF - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Organismes de transport - STIF - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Organismes de transport - autres - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Organismes de transport - autres - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Organismes de transport - autres - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Organismes publics divers - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Organismes publics divers - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Organismes publics divers - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Subventions d'équipement aux personnes de droit privé | |
| | Personnes de droit privé - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Personnes de droit privé - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Personnes de droit privé - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement | |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Subventions d'équipement en nature | |
| | Organismes publics - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Organismes publics - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Organismes publics - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Personnes de droit privé - Biens mobiliers, matériel et études | 5 ans |
| | Personnes de droit privé - Bâtiments et installations | 15 ans |
| | Personnes de droit privé - Projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans |
| | Concessions et droits similaires, brevets, licence, marques, procédés, droits et valeurs similaires | |
| | | 2 ans |
| | Autres immobilisations incorporelles | |
| | | 5 ans |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | |
| | Plantations | 15 ans |
| | Constructions | 30 ans |
| | Constructions sur sol d'autrui | Durée du bail |
| | Matériel technique léger | 5 ans |
| | Autres matériels de transport | 5 ans |
| | Matériel informatique | 4 ans |
| | Matériels de bureau et mobiliers | 8 ans |
| | Matériel de téléphonie | 5 ans |
| | Autres immobilisations corporelles | 10 ans |
| | | |
| | Batiments légers et démontables | 15 ans |
| | Installations et agencements de batiments | 15 ans |
| | Matériel technique scolaire | 5 ans |
| | Matériel technique hors scolaire | 5 ans |